



L'Afrique peut nourrir l'Afrique dès à présent
mettons nos connaissances sur le climat au service de l'action

CCDA en direct

Jeudi 9 octobre 2014

Actualités quotidiennes de la 4ème Conférence sur le changement climatique et le développement en Afrique, 8-10 octobre 2014

Sécurité alimentaire: le défi reste grand pour l'Afrique malgré son potentiel

Par Rosine Nkonla Azanmene

« Près de 300 millions de personnes souffrent de la faim en Afrique. En dépit du potentiel naturel et humain dont regorge le continent, les gouvernements dépensent entre 40 et 50 milliards de dollars chaque année, pour l'importation des produits agricoles ». Abdalla Hamdok, le Secrétaire exécutif adjoint de la Commission économique pour l'Afrique (CEA) l'a révélé ce mardi 08 octobre 2014 dans sa déclaration, à l'occasion de la cérémonie d'ouverture de la 4ème conférence annuelle sur le changement climatique et le développement de l'Afrique. Il déclare que de toutes les régions du monde, l'Afrique reste la plus affamée, ne produisant que 10% de la production agricole mondiale. Le secteur reste vulnérable à la variabilité et aux changements climatiques, car il dépend essentiellement des pluies. En outre, les modèles de circulation générale prédisent une augmentation de la température en Afrique, qui ne manquera pas d'avoir des effets négatifs sur la production agricole du continent. Les effets des changements climatiques sont donc particulièrement graves en Afrique, en raison de sa faible capacité d'adaptation, due à ses limites institutionnelles, économiques et financières.

Paradoxalement, Abdalla Hamdok remarque que l'agriculture demeure le secteur le plus important dans de nombreux pays africains, et représente au moins 30% des revenus nationaux. Elle constitue près de 50 % du total des exportations, et emploie plus de 70% de la population dans la plupart des pays africains non exportateurs de pétrole.

Cependant, tout cela reste précaire selon Hakima El Haite, la Ministre déléguée auprès du ministre de l'énergie, des mines, de l'eau et de l'environnement, chargé de l'environnement au Maroc. Selon elle, l'Afrique est aujourd'hui confrontée à des défis exceptionnels. Pour qu'elle



puisse se nourrir maintenant et dans le futur, elle doit davantage investir sur la recherche en changements climatiques, en biotechnologie et en innovation. Il s'avère par ailleurs impératif pour le continent de rendre la technologie accessible aux agriculteurs, et surtout de multiplier les opportunités d'accès au financement et à l'assurance agricole. Les échanges et l'accès aux marchés doivent

également être facilités à tous les niveaux, et des conditions propices aux investissements du secteur privé dans la chaîne de valeur agricoles doivent être créées. Toutefois selon Hakima El Haite, la performance agricole ne saurait s'améliorer, sans un investissement sérieux dans les énergies propres. Elle déclare qu'il est crucial de comprendre les effets potentiels du changement climatique

actuel et prévisible sur l'agriculture africaine, et d'identifier les voies et moyens d'adaptation et de mitigation de ses effets nuisibles, afin d'améliorer la performance et la durabilité de l'agriculture. Il est également important de comprendre le rôle des écosystèmes, du capital naturel et la gestion efficace des ressources en eau, en vue d'améliorer la productivité agricole.

L'Afrique peut nourrir l'Afrique, selon la Ministre marocaine de l'environnement

Par Thérèse Isséki

L'Afrique peut nourrir l'Afrique, a rassuré ce mercredi, à Marrakech (Maroc), Mme Hakima El HAITE, Ministre déléguée auprès du ministre de l'énergie, des mines, de l'eau et de l'environnement, à l'ouverture de la quatrième Conférence sur le changement climatique et le développement de l'Afrique (CCDA-4) sur le thème : « L'Afrique peut nourrir l'Afrique dès à présent: mettons nos connaissances sur le climat au service de l'action ».

Se basant sur le taux de croissance de l'Afrique ces dernières années, Mme El HAITE a fait remarquer que rien qu'à regarder le taux de croissance du continent qui oscille entre 5 et 7%, il y a de l'espoir puisqu'aucune autre partie du monde n'a atteint cette performance.

Sur le plan macro-économique, sur le plan des ressources humaines et des ressources naturelles, le continent a enregistré des taux rassurants qui nous permettent de déclarer que « l'Afrique peut nourrir l'Afrique ! »

Toutefois, reconnaît-elle, l'Afrique est confrontée à un grand défi : le changement climatique.

« La solidarité est primordiale pour venir à bout des défis du changement climatique en Afrique », a-t-elle souligné.

Selon une des notes d'orientation de la conférence, « L'agriculture est l'un des secteurs les plus importants en Afrique, car elle contribue pour près de 30% du PIB, 50% du total des exportations, et emploie plus de 70% de la population dans la plupart des pays africains non-exportateurs de pétrole. Le secteur est cependant vulnérable à la variabilité et au changement climatique, car il dépend essentiellement des pluies. »

Démarrée ce mercredi, la conférence de trois jours, qui se tient pour la première fois hors du siège de la Commission des Nations Unies pour l'Afrique (CEA) à Addis-Abeba (Ethiopie), est rappelée-t-on, l'espace unique où les parties prenantes se réunissent pour discuter des relations entre le changement climatique et le développement, avec l'Afrique comme objectif principal.

Pour une collaboration Sud-Sud

Par Houmi Ahamed-Mikidache

Quelques jours après la conférence des Nations Unies sur le changement climatique à New York, le Maroc se dit prêt à soutenir « les pays frères » d'Afrique dans la lutte contre le changement climatique.

« L'Afrique peut nourrir l'Afrique, certainement si on regarde le taux de croissance de l'Afrique (6%) comparé à celui d'Europe » déclare Mme Hakima El Haite, Ministre déléguée auprès de l'Énergie, des mines, de l'eau et de l'environnement du Maroc, en charge de l'environnement, lors de l'ouverture de la Conférence sur le changement climatique et le développement en Afrique (CCDA-IV).

Dans une vive déclaration, la ministre marocaine a souligné l'importance de partager les expériences entre africains. Elle souhaite mettre en place un réseau d'échange sur les rendements afin de mieux préparer les pays. Saluant l'annonce par la BAD de la mise en œuvre du Fonds ClimDev, d'un montant de

30 millions d'euros, Mme El Haite demande à l'institution africaine de passer du renforcement des capacités à l'action.

« Le Maroc est menacé à 75% de son territoire par l'érosion et cette érosion est originaire du sud. L'environnement n'a pas de frontière. Un fleuve qui circule du nord peut aller vers le sud » précise la ministre. L'expérience marocaine a montré qu'il n'est pas suffisant de mettre en place des programmes nationaux ou des programmes locaux » souligne-t-elle

70% de la population vit de l'agriculture en Afrique. Il est donc nécessaire, selon elle, de faire le lien entre le changement climatique, l'érosion, la dégradation des terres et l'insécurité alimentaire. Pour la ministre, la carte du monde, et de l'Afrique notamment, est en train de changer. L'Afrique est touchée par des phénomènes de dégradation des terres dues à l'érosion et à la désertification.

Le Maroc est actuellement en contact avec le Burundi. Il a signé des accords avec notamment la Tunisie, la Côte d'Ivoire et le Congo.

La nouvelle banque du BRICS peut-elle fournir le financement des mesures d'adaptation au changement climatique de l'Afrique?

Commentaire

Le dévoilement de la banque commune des pays du BRICS, très attendue, la Nouvelle banque de développement (NDB), lors du Sommet de Fortaleza, en juillet 2014 a suscité beaucoup d'optimisme au sein des pays en développement, qui ont salué la nouvelle initiative comme étant la solution de lutte contre le monopole traditionnel de l'Occident sur le financement international.

L'ancien Président de la Banque mondiale, Joseph Stiglitz, a été parmi ceux qui ont manifesté leur approbation à la création de la Nouvelle banque, affirmant qu'elle «[contribuerait] aux investissements prévus pour le financement des infrastructures, les mesures d'adaptation au changement climatique - tous les besoins qui sont si évident dans les pays les plus pauvres».

Ce qui distingue ladite banque des institutions financières internationales existantes est qu'on accorde une place prépondérante dans le programme au développement durable. Au vu de cela, ce n'est pas surprenant, étant donné les raisons du regroupement de ces pays. Le Brésil, la Russie, l'Inde, la Chine et l'Afrique du Sud représentent ensemble 43% de la population mondiale, plus de 20% du produit intérieur brut mondial et 36% des émissions mondiales de carbone.

Le regroupement compte certaines des plus grandes entreprises mondiales dans les principaux secteurs de l'économie verte. Ses membres sont en train de transformer leurs économies en investissant dans les technologies vertes, faisant la promotion des énergies renouvelables, augmentant l'efficacité énergétique et intégrant le développement durable dans leurs pratiques commerciales de base. Un exemple en est la Chine, qui est la tête au niveau mondial de l'énergie renouvelable. Rien qu'en 2012, elle a investi 65,1 milliards de dollars et a ajouté 23,1GW de capacité de production d'énergie propre.

Tout cela suggère que l'Afrique a beaucoup à gagner. Tout en contribuant à seulement 3,6% des émissions mondiales de carbone, l'Afrique souffre le plus des effets néfastes du changement climatique. Faibles niveaux de développement, insécurité alimentaire et en énergie, et le manque d'infrastructures aggravent encore la vulnérabilité du continent et limite sa capacité d'adaptation.

L'étude du PNUE, connue sous le nom de «Fossé des mesures d'adaptation», publiée l'an dernier estime le coût annuel des mesures d'adaptation de l'Afrique au changement climatique entre 35 et 50 milliards de dollars d'ici 2050. Malgré les engagements pris par les pays développés lors des négociations mondiales sur le climat en 2009 de mobiliser 30 milliards de dollars sur la période 2010-2012, moins de 700

millions de dollars ont été octroyés, à ce jour, à l'Afrique. Compte tenu de l'insuffisance des fonds, les attentes qui ont accueilli la création de la Nouvelle banque de développement étaient tout à fait prévisibles.

Conçue au Cinquième Sommet des pays du BRICS à Durban, en Afrique du Sud en mars 2013, la Nouvelle banque de développement offre à l'Afrique une occasion de sauter les étapes d'un modèle de développement à intensité carbonique à une voie propre, qui permet de résister au changement climatique et à croissance durable. Au-delà du financement, les relations en plein essor entre les pays du BRICS et l'Afrique vont accélérer l'adoption de technologies vertes sur le continent.

Les liens entre l'Afrique et les pays du BRICS ont prospéré au cours de la dernière décennie, avec les prévisions commerciales de 500 milliards de dollars d'ici à 2015 avec l'Afrique du Sud qui a rejoint le club BRIC en 2010 - d'où le «S» de BRICS - et comme le principal partenaire commercial de l'Afrique, les pays du BRICS sont positionnés comme des alliés naturels aux efforts de développement durable du continent. Le plan pour l'ouverture du premier bureau régional de la Nouvelle banque en Afrique du Sud est un autre coup de pouce à la confiance de l'Afrique dans ce qui semble être la relation gagnant-gagnant dans la décision. Est-ce le cas?

Beaucoup mettent en garde contre le fait de foncer tête baissée dans des partenariats avec les pays du BRICS, avisant les pays africains de méditer sur la piste de regroupement d'un développement durable relativement faible - en particulier dans l'application et le respect des normes environnementales et climatiques. Ils font valoir que, parce que les pays du BRICS sont encore en développement, la recherche de la croissance économique l'emporte souvent sur le climat et les considérations environnementales.

Une autre préoccupation est que les investissements des pays du BRICS sont dirigés principalement dans les industries extractives en Afrique, les plus grands responsables de la pollution. Les projets de développement des pays du BRICS vont également voir les communautés locales exclues des dividendes de la croissance économique et enraciner la pauvreté encore plus profondément.

Enfin, et comme cela a été vu dans différentes itérations des négociations mondiales sur le climat, les pays du BRICS n'agissent pas nécessairement comme un bloc mais fonctionnent comme des pays qui développent leurs créneaux particuliers et protègent leurs propres intérêts.

Les tenants de cette vision du monde insistent pour que l'Afrique ait à adopter une attitude prudente et étende ses risques, au moins jusqu'à



ce que les modalités de coopération soient définies et codifiées dans des accords mutuellement bénéfiques.

Pourtant, la banque commune des pays du BRICS existe et lancera ses opérations en 2016 avec un capital initial de 100 milliards de dollars. Si elle peut se positionner rapidement pour offrir une solution de rechange viable aux institutions existantes reste à voir. Après tout, la Banque africaine de développement (BAD) promeut son propre programme ambitieux de devenir le financier de premier plan du développement de l'Afrique. Elle a lancé, plus tôt cette année, le Fonds pour le changement climatique en Afrique (FCAC), avec une contribution initiale de 6 milliards de dollars octroyés par l'Allemagne, pour l'aider à financer des projets d'adaptation. Le montant peut être faible par rapport à la dotation pour le démarrage des activités de la Nouvelle

banque de développement, mais l'intention de proposer des options alternatives de financement pour l'Afrique est claire.

Pour l'instant, il y a encore beaucoup à faire pour que l'Afrique influence et façonne les décisions des pays du BRICS sur les mesures d'adaptation au changement climatique. Mais pour cela, le continent doit éclaircir en quelque sorte le concept nébuleux du développement durable, fixer des objectifs climatiques contraignants et établir des institutions solides pour gérer les programmes climatiques et en appliquer la réglementation afin de dissuader les contrevenants et les profiteurs. Si les pays du BRICS peuvent démontrer leur réel engagement financier pour le programme de développement qui permet de résister au changement climatique en Afrique, alors rien ne s'oppose à un partenariat gagnant-gagnant.

Le Fonds Clim-Dév est opérationnel

Par Houmi Ahamed-Mikidache

Le Fonds spécial pour la lutte contre les changements climatiques est finalement opérationnel depuis le mois d'août 2014. Plébiscité par les participants de la troisième conférence sur le climat et le développement en Afrique (CCDA-3), ce fonds est le résultat d'une série de longues discussions.

Annoncé à l'ouverture de la 4ème Conférence sur le Changement Climatique et le Développement en Afrique (CCDA-4), le Fonds spécial Clim-Dév doit servir à collecter, analyser et propager les informations liées au climat sur le continent.

« Le thème de la conférence de cette année arrive à un moment où le fond ClimDev-Afrique est efficient et prêt à soutenir la première cohorte d'opérations, » déclare Mme Yacine Fall, la représentante de la Banque Africaine de Développement au Maroc lors de son allocution

à l'ouverture de la CCDA-4.

Pour l'économiste sénégalaise, la connaissance sur le climat doit être construite sur la base de sources d'information « viable, fiable et régulière » pour permettre de planifier des politiques et de transformer ces informations par des actions concrètes.

Face à la menace de l'impact du changement climatique en Afrique, les trois institutions africaines, la Commission Economique pour l'Afrique (CEA), l'Union Africaine (UA) et la Banque Africaine de développement (BAD) se sont réunies pour créer ce fonds, d'un montant de 33 millions d'euros. Il va permettre de financer des projets sur le changement climatique et la prévention des catastrophes naturelles en Afrique.

Le lancement du premier appel à propositions pour des opérations innovantes financées par le Clim-Dév aura lieu prochainement, selon Mme Fall.



Mme. Yacine Fall, Représentante de la Banque Africaine de Développement au Maroc

Financement du climat : l'Afrique veut tourner le dos aux promesses creuses

Par Rosine Nkonla Azanmene

« Que de promesses non tenues ! L'Afrique veut aujourd'hui tourner le dos aux engagements creux ». C'est avec détermination que Fatima Denton, la coordonnatrice de la Division des Initiatives Spéciales de la Commission économique pour l'Afrique (CEA) et Coordonnatrice du Centre Africain des Politiques en matière de Climat (CAPC) l'a martelé ce 08 octobre 2014, lors de la cérémonie d'ouverture de la 4ème conférence annuelle sur le changement climatique et le développement de l'Afrique. Selon elle, de nombreux engagements inhérents aux ressources destinées à l'adaptation n'ont pas été traduits dans les faits, et de nombreuses autres promesses de financement sont restées des paroles creuses pour nos communautés vulnérables, les agriculteurs, les pêcheurs, les éleveurs.

Fatima Denton soutient que l'accord international en cours de négociation ne peut avoir un sens pour l'Afrique que si les engagements à soutenir l'adaptation ont une disposition juridiquement contraignante.

Selon elle, des actions doivent se répercuter à travers les efforts d'atténuation, ce qui signifie que les pays développés doivent assumer la responsabilité écrasante de transformer les efforts d'atténuation dans des actions décisives. L'Afrique et d'autres pays en développement jouent leur rôle. « Nous reconnaissons que les ef-

forts d'atténuation promis par les pays en développement pour 2020 sont supérieurs à ceux des pays développés, malgré nos capacités limitées et notre faible niveau de responsabilité dans les émissions des gaz à effet de serre » déclare la Coordonnatrice du CAPC avant d'ajouter qu'« aujourd'hui notre planète est menacée ! Nos ressources s'épuisent, nos écosystèmes sont dégradés, mais surtout, l'héritage que nous devons léguer à nos enfants est entrain de s'amenuiser. La volonté collective est maintenant de préparer une signalisation claire, qui mènera à un fort accord post Protocole de Kyoto ».

Fatima explique que l'une des raisons de cette rencontre, c'est que les deux émissions passées et actuelles ont conspiré pour compromettre l'existence de nos ressources les plus précieuses. Par conséquent, nous ne pouvons pas gagner la lutte contre le changement climatique si les pays développés prennent de l'avance et soulèvent la barre d'ambition en ne tenant compte que de leurs réalités. Sa conviction aujourd'hui est que l'Afrique peut sortir de son état de sous-développement en produisant la richesse. Mais cela exige un travail acharné, la résilience et la croissance «inclusive». Selon elle, nous avons aujourd'hui tous les ingrédients qui donneront plus d'espoir à nos enfants. La prochaine génération de la jeunesse africaine sera le dépositaire du monde, et notre génération doit faire tout ce qu'elle peut pour que les impacts du changement climatique ne constituent pas un héritage à lui léguer.



Mme. Fatima Denton, Directrice, Division des initiatives spéciales à la CEA.

La BAD va appuyer l'établissement du premier Centre régional pour la gestion des catastrophes en Afrique Centrale

Par Apollinaire Niyirora

La Banque Africaine de Développement (BAD) a promis d'appuyer l'établissement du premier centre régional pour gérer les risques et les catastrophes dus aux changements climatiques, a dit la Représentante Résidente de la Banque Africaine de Développement (BAD) au Royaume du Maroc lors de l'ouverture de la 4ème Conférence sur le changement climatique et le développement en Afrique (CCDA-IV), qui a débuté ses travaux de trois jours ce mercredi.

« Je suis heureuse de vous annoncer que le financement de l'installation du premier centre régional climatique pour l'Afrique Centrale est déjà disponible » a dit Yacin Fal, Représentante Résidente de la BAD. Madame Fal a indiqué que la mise en place de ce Centre va être possible grâce à un appui de 20 millions d'euros que l'Union Européenne a mis à la disposition de ClimDev-Afrique.

Selon Madame Fal, ces fonds vont également contribuer au renforcement des capacités des services nationaux de météorologie

et d'hydrologie en Afrique afin d'avoir les données sur les prévisions météorologiques qui pourront à leur tour alerter, au cas échéant, les agences de gestion des risques et des catastrophes.

« Ce financement va également permettre l'établissement des stations régionales pour la retransmission des services avancés afin de s'assurer de la couverture de l'Afrique et l'accès en temps réel aux informations satellitaires orbitales polaires pour une réponse aux catastrophes » a dit Madame Fal.

Elle a souligné que le thème de la CCDA-IV, édition 2014, rejoint exactement les objectifs du Fonds Spécial de ClimDev-Afrique qui a mobilisé 33 millions d'euros pour financer les premières opérations. Selon elle, ClimDev-Afrique va lancer les avis d'appel d'offres pour les premiers projets à être financés.

Ces projets doivent refléter des opérations innovatrices pour bénéficier ces financements. Le mois dernier (septembre), la Banque Africaine de Développement (BAD) a regagné son siège à Abidjan en Côte d'Ivoire.

L'eau, enjeu vital pour mieux nourrir l'Afrique

Par Elias Ntungwe Ngalame

Selon le ministre délégué auprès du Ministre de l'Energie, des mines, de l'eau et de l'environnement de Royaume du Maroc, Hakima El Haite, l'eau est l'un de principal défi à relever pour l'agriculture du continent. Avant d'être un problème technique, l'eau est d'abord une question sociale, politique, économique et environnementale. C'est aussi en Afrique un enjeu vital dont on peine à apprécier l'ampleur.

Lors de son allocution à l'ouverture de la quatrième conférence sur le changement climatique et le développement en Afrique, Marrakech, Maroc, 8 Octobre, 2014, Hakima a appelé aux dirigeants africains à investir en eau potable pour mieux éradiquer la faim.

« D'ici à 2015, chaque jour, pour répondre aux engagements continental de mieux nourrir l'Afrique, il faudra desservir correctement en eau potable et en assainissement près de 100 000 habitants de plus. Les impacts environnementaux sont alors largement occultés par l'urgence de la satisfaction des besoins vitaux immédiats » déclare Hakima.

La crise mondiale de l'eau trouve une dimension particulière dans le contexte de l'Afrique, qui devrait accueillir dans les 20 prochaines années une population supplémentaire égale à celle de l'Europe aujourd'hui. Avec la plus forte augmentation démographique prévue dans le monde (+50 % dans les 15 prochaines années) et un puissant mouvement de concentration urbaine, l'Afrique est donc confrontée à une mutation majeure, alors que sa situation actuelle est d'ores et déjà plus que précaire.

Selon les statistiques de la Banque Africaine de Développement (BAD), 40 % de la population de l'Afrique sub-saharienne vit en dessous du seuil de pauvreté de 1 dollar/jour. Parmi les 45 pays ayant les plus faibles indicateurs de développement humain, 35 sont en Afrique. La dette globale des pays représente 67,5 % du produit intérieur brut (PIB), avec de grandes variations nationales. La BAD considère que pour réduire la pauvreté de moitié d'ici à 2015, soit pour faire passer, chaque année, 4 millions de personnes au-dessus du seuil de pauvreté, il serait nécessaire que les pays à plus faibles revenus connaissent une croissance continue du PIB de 8 % par an.

CCDA en direct est publié par une équipe de journalistes indépendants.

Rédacteurs: Elias Ntungwe Ngalame et Isaiah Espipisu

Journalistes: William Inganga, Kofi Adu Domfeh, Atayi Babs Opaluwah, Violet Nakamba Mengo, Friday Phiri, Busani Bafana, Sellina Nkowan, Aaron Kaah Yancho, Senam Rose Amevor, Sidi El Moctar Cheguer, Emmanuel Bensah, Diane Nininahazwe, Rosine Nkonla Azanmene

Conception, mise en page et impression: Ferdos Issa, Wondwossen Girma, Marcel Ngoma-Mouaya

Coordination éditoriale: Peter da Costa et Bethelhem Belayneh



L'Afrique mise sur les changements climatiques pour parvenir à l'autosuffisance alimentaire

Par Thérèse Isséki

« **Clim-DEV-Afrique** » convie l'Afrique à transformer les changements climatiques en une opportunité permettant de réaliser l'autosuffisance alimentaire.

À l'ouverture de la Conférence, dont le thème porte sur « L'Afrique peut nourrir l'Afrique dès à présent: mettons nos connaissances sur le climat au service de l'action », la Coordinatrice de ClimDev-Afrique, Dr Fatima Denton a déclaré : « la souveraineté économique de l'Afrique ne peut être atteinte si nous ne plaçons pas l'agriculture comme moteur de développement ».

Quant à la Ministre marocaine déléguée auprès du Ministre de l'Énergie, des Mines, de l'Eau et de l'Environnement, Mme Hakima El HAITE, elle a martelé : « L'Afrique peut nourrir l'Afrique » et a invité à une solidarité des pays africains afin de faire face aux défis du changement climatique.

Espace unique où les parties prenantes se réunissent pour discuter des relations entre le changement climatique et le développement, avec l'Afrique comme objectif principal, la CCDA-IV permettra aux partenaires de ClimDev-Afrique, ainsi que d'autres parties prenantes, de partager les réalisations de leurs programmes ainsi que les défis auxquels ils font face sur les questions clés

du changement climatique tout en approfondissant les nouvelles connaissances afin de mieux y faire face dans l'intérêt du développement de l'Afrique.

Le choix du thème, axé sur l'autosuffisance alimentaire, est en reconnaissance à l'année 2014 dédiée à l'agriculture. Tout au long des travaux, l'accent sera mis sur les opportunités qu'offre le savoir climatique pour transformer les systèmes de production agricole, pour que l'Afrique assure son autosuffisance alimentaire de manière durable.

Ce thème se décline en 4 sous-thèmes. Le premier explorera le rôle des données climatiques, des informations et des connaissances pour la production agricole, la gestion des ressources en eau et la sécurité alimentaire, tandis que le deuxième se penchera sur les possibilités offertes par l'agriculture pour le développement des énergies renouvelables en Afrique.

Le troisième sous-thème explorera les options de financement du climat pour le développement agricole, tandis que le quatrième se penchera sur la question de l'innovation et de la technologie pour améliorer la transformation agricole dans un environnement de changement climatique.

Intervenant lors de la troisième édition de cette conférence, Dr Carlos Lopes, Secrétaire

exécutif de la Commission Economique pour l'Afrique (CEA) a déclaré : « Le changement climatique constitue une opportunité pour l'Afrique parce que l'Afrique a un potentiel qui peut être utilisé pour trouver les solutions aux problèmes soulevés par le changement climatique ».

«... Nous avons un potentiel agricole qui peut être bien utilisé, transformer complètement la façon dont nous cherchons les solutions pour les changements climatique », a-t-il déclaré.

Analysant le potentiel du continent, Dr Lopes a affirmé que l'Afrique a une productivité très basse et peut complètement renverser la tendance en faisant l'agroprocessing visant la transformation agricole et ajouter de la valeur.

«Nous avons un potentiel énorme dans les énergies renouvelables, nous avons exclusivement une biodiversité qui doit être mieux exploitée avec déjà les potentiels de pouvoir avoir un développement durable. Nous avons la possibilité de transformer les technologies, notre schéma d'industrialisation parce que il y a maintenant une connaissance technologique qui n'existait pas auparavant», a-t-il poursuivi.

«Nous devons avoir une stratégie qui soit vraiment à nous, une stratégie de transformation pas une stratégie où on voit le changement climatique comme un malheur», a-t-il martelé.

Avec 12% des réserves mondiales de pétrole, le plus grand potentiel d'énergie renouvelable, ainsi que 40% de l'or mondial, 80 à 90% du chroma et du platine, 70% du coltan, 60% des terres arables inutilisées, 17% des forêts ou encore 5 % du cacao du monde, produit par deux pays, la Côte d'Ivoire et le Ghana, à eux seuls. Des ressources telles que celles-ci doivent être mises à profit, s'est-il réjoui.

La CCDA-III qui s'est tenue en octobre 2013 à Addis-Abeba, sous le thème «L'Afrique en croissance: les opportunités du changement climatique peuvent-elles conduire le continent vers un développement transformatif? » a mis en évidence l'urgence d'intégrer le changement climatique dans la planification, la programmation et la mise en oeuvre des politiques.

Poursuivant cette tendance, la Conférence CCDA4 mettra l'accent sur les impacts du changement climatique sur les groupes vulnérables et va intégrer également une participation forte des groupes de la société civile, en vue de percevoir les réalités, opportunités et défis à la base, sur lesquels les décideurs et chercheurs attendus à la conférence vont se baser pour élaborer les interventions pertinentes. Entre autres groupes vulnérables ciblés, il y a les paysans, les femmes, la jeunesse et les pasteurs.

Suivez-nous sur CCDA en direct au www.climdev-africa.org/ccda4live et sur Twitter #CCDAIV

